



# Défis urbains

Ce chapitre étudie certains des facteurs qui ont un impact sur les conditions de vie des enfants en milieu urbain (raisons de leur installation en ville, expérience personnelle de la migration, défis posés par les chocs économiques, la violence et les catastrophes).

## Enfants migrants

Longtemps, les villes ont paru exercer un pouvoir d'attraction magique sur les populations, avec leurs lumières et la promesse d'une vie meilleure. Les images de personnes quittant la campagne pour s'installer en ville perdurent dans l'imaginaire collectif et les migrations continuent de jouer un rôle considérable dans de nombreuses régions. La migration des populations rurales vers les zones urbaines est importante en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>, par exemple, et les migrations internationales constituent un phénomène majeur en Europe, en Asie et en Amérique du Nord<sup>2</sup>.

D'un point de vue historique, l'accès aux ressources en milieu urbain n'est pas équitable. À chaque lieu correspond son schéma de vulnérabilité, fruit de préjugés accumulés au fil des ans ou de l'histoire récente<sup>3</sup>. Les nouveaux arrivants peuvent être délibérément maintenus en marge de la société urbaine afin de dissuader les futurs immigrants. Les migrants, et notamment ceux qui ne possèdent pas de papiers, peuvent se voir refuser l'accès aux services publics, à la protection sociale, voire aux soins médicaux d'urgence. Cette exclusion institutionnalisée peut passer par l'instauration de conditions d'enregistrement pour les travailleurs migrants, qui sous couvert d'offrir des services,

constitue souvent, bien au contraire, un instrument de marginalisation. Loin de donner aux familles de migrants l'accès à des services essentiels tels que l'école, ces critères représentent un obstacle qui empêche les personnes non enregistrées<sup>4</sup> d'en bénéficier, surtout lorsque la procédure ou le coût de l'enregistrement sont prohibitifs.

La plupart des enfants migrants s'installent en ville avec leurs familles<sup>5</sup> et accompagnent leurs parents ou les personnes qui s'occupent d'eux venus trouver un emploi ou des opportunités. En Chine, près d'un dixième des enfants, soit 27,3 millions d'enfants, avaient migré avec leurs parents à l'intérieur du pays en 2008<sup>6</sup>. Un nombre considérable d'enfants et d'adolescents migrent toutefois seuls à l'intérieur de leurs pays<sup>7</sup>. Une analyse récente de données provenant de recensements et d'enquêtes auprès des ménages réalisés dans douze pays différents montre qu'un cinquième des enfants migrants âgés de 12 à 14 ans, et la moitié de ceux âgés de 15 à 17 ans, avaient migré sans leurs parents<sup>8</sup>.

Les enfants et les adolescents suivent fréquemment des schémas migratoires bien établis. En Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud, où les taux de migration d'enfants indépendants sont particulièrement élevés<sup>9</sup>, la plupart des enfants migrants quittent le domicile familial entre l'âge de 13 et 17 ans. Une grande partie de ces enfants ont grandi dans des zones rurales défavorisées, où les habitants ont coutume de partir à la recherche d'un travail pour compléter les revenus de leur famille, que ce soit chaque année pendant les périodes maigres ou pour des



© UNICEF/NHQ2008-0453/Adam Dean

File d'attente lors d'une distribution alimentaire dans un camp de personnes déplacées après le séisme de 2008 dans la ville de Mianyang, dans la province du Sichuan, Chine.

durées plus longues<sup>10</sup>. Rien qu'en Inde, on estime ainsi qu'au moins quatre millions d'enfants migrent de façon saisonnière, seuls ou avec leurs familles<sup>11</sup>.

Comme pour les adultes, la migration des enfants est le résultat d'une combinaison de facteurs d'attraction et de répulsion. Pour bon nombre d'entre eux, la migration est motivée par l'espoir d'une vie meilleure, que ce soit pour bénéficier d'opportunités économiques ou éducatives, ou tout simplement, pour échapper à la pauvreté. D'autres se déplacent pour des raisons familiales, comme la perte d'un parent ou pour fuir des conflits ou des catastrophes naturelles ainsi que les bouleversements et les pénuries alimentaires qui les accompagnent. Un environnement familial instable ou difficile constitue également un facteur important. Certains enfants peuvent être contraints de partir parce qu'ils sont victimes de négligences ou de mauvais traitements de la part des personnes qui en ont la charge. Dans certains cas, ce départ est une façon pour eux de s'affirmer et de marquer leur indépendance de manière concrète<sup>12</sup>. Qu'elles soient forcées ou volontaires, qu'elles concernent des familles ou des enfants seuls, les migrations comportent des risques qui exigent que l'on prenne des mesures de protection adaptées à l'âge des enfants.

Une fois arrivés en ville, les enfants qui se sont déplacés pour aider leur parents sont parfois confrontés à une

détérioration des liens familiaux à mesure qu'ils participent à l'économie urbaine<sup>13</sup>. Quitter le domicile familial peut, dans certains cas, s'apparenter à un abandon des devoirs familiaux et engendrer des conflits avec les parents. Bien souvent, les jeunes qui arrivent dans un centre urbain avec des espoirs de réussite scolaire sont contraints d'y renoncer, parce qu'ils sont obligés de travailler, comme l'ont confirmé différentes études sur le Bangladesh et le Ghana<sup>14</sup>.

La qualité de l'enseignement peut également poser problème. En Turquie, comme dans d'autres pays, les écoles des quartiers pauvres ou situés en périphérie urbaine, qui accueillent la plupart des migrants, sont confrontées au surpeuplement et au manque de ressources. À cela s'ajoutent les difficultés liées à l'assimilation de l'afflux de nouveaux élèves de cultures et de langues différentes<sup>15</sup>.

Les enfants qui migrent sans être accompagnés d'un adulte sont particulièrement exposés à l'exploitation, aux mauvais traitements et aux trafics<sup>16</sup>. Sans réseaux de soutien et de protection, ils peuvent éprouver de très grandes difficultés sur le plan émotionnel. Des dangers du même type peuvent menacer les enfants des populations réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays fuyant des conflits ou des catastrophes naturelles, ou qui se déplacent avec ces communautés.



## UN MONDE À PART

### L'isolement des enfants roms

Eugen Crai, Directeur de pays,  
Fonds pour l'éducation des Roms, Roumanie

En 2005, les gouvernements de pays d'Europe centrale et orientale ont lancé la Décennie pour l'inclusion des Roms et se sont engagés à « éliminer la discrimination et combler l'écart inacceptable qui existe entre les Roms et le reste de la société. » Cette initiative, qui touchera à sa fin en 2015 et avait pour objectif de mettre un terme aux inégalités historiques dans des domaines essentiels comme l'éducation, l'égalité des sexes et la santé, a abouti à des résultats modestes. Les enfants roms bénéficient encore d'une couverture vaccinale plus faible, avec les conséquences désastreuses que cela implique. Lorsque la Bulgarie a connu une épidémie de rougeole en 2009, 90 % de tous les cas concernaient la communauté rom.

La Roumanie, où, d'après les dernières estimations officielles, vivent plus d'un demi-million de Roms (selon d'autres estimations, ce chiffre peut atteindre 2,8 millions), illustre les difficultés et les possibilités liées aux efforts de lutte contre les inégalités et de promotion de l'intégration. En 2001, le Gouvernement a adopté une stratégie nationale pour améliorer la situation. Dix ans plus tard, seules 13 % des autorités locales avaient mis en œuvre des mesures en faveur des communautés roms. Dès le début, les progrès en matière d'inclusion sociale ont été lents et entravés par la crise économique mondiale, qui a frappé la région en 2008. Avec la montée du chômage, de nombreuses communes ont diminué leurs dépenses sociales.

La pauvreté touche les communautés roms des régions urbaines et rurales de Roumanie, les plus pauvres étant principalement regroupées dans des villes de taille moyenne et des villages importants. Ce qui

caractérise la situation des Roms installés en milieu urbain, ici comme dans l'ensemble de la région, est la séparation qui existe entre eux et le reste de la population et le fait qu'ils vivent, de facto, dans des « ghettos ». Ce problème de « ghettoïsation » est une manifestation physique claire de leur exclusion, qui remonte jusqu'au milieu du XIXe siècle, période à laquelle les lois libérant les Roms après des siècles d'esclavage ont été adoptées. Faute de politiques visant à promouvoir leur intégration, les Roms se sont alors installés à la périphérie des villes, principalement sur des terres vacantes. J'ai pu constater que les communautés roms restaient exclues des programmes de développement des villes, qui, à force de s'étendre, ont absorbé leurs quartiers. Ces communautés restent isolées et beaucoup d'entre elles ne sont pas raccordées aux services publics. L'absence d'habitat permanent, associée à l'absence de documents d'identité peut restreindre considérablement l'accès aux soins, à l'enseignement et à l'emploi. Les expulsions, souvent sans préavis, renforcent cette ségrégation.

Quelle est la vie d'un enfant dans un ghetto de Bucarest ? Prenons Laurentiu, 16 ans, qui vit dans le district de Ferentari, connu pour son importante population rom, ses bâtiments délabrés, sa pauvreté et ses nombreux enfants non scolarisés. À la mort de son père, sa mère l'a abandonné et il a été placé dans une institution publique. Il vit à présent avec sa grand-mère, âgée de 70 ans, et ses cinq frères, dans un appartement qui n'est plus raccordé à l'eau ni au gaz parce que la famille n'arrivait plus à payer les factures. Grandir dans un espace humide, sans gaz pour cuire les aliments ni eau pour se laver, à quelques

mètres des élégants boulevards commerçants de Bucarest, telle est la réalité brutale et contrastée de ces deux mondes côte à côte.

La pauvreté urbaine est particulièrement pénible pour les enfants, qui n'ont pratiquement pas de contrôle sur leur environnement et leur niveau de richesse. Beaucoup d'entre eux ne peuvent aller à l'école et ceux qui y vont rencontrent des difficultés, faute d'un soutien suffisant. Les enfants roms de Roumanie affichent des taux de scolarisation beaucoup plus bas à tous les niveaux d'enseignement, à commencer par la maternelle et nombre d'entre eux sont placés dans des unités d'enseignement spécialisées de façon injustifiée. En 2005, seuls 46 % des Roms âgés de 12 ans et plus avaient été scolarisés pendant plus de quatre ans (contre 83 % pour l'ensemble de la population) et parmi eux, seuls 13 % avaient bénéficié d'un enseignement secondaire (contre 63 % pour l'ensemble de la population).

Les plus chanceux d'entre eux ont bénéficié de l'aide d'ONG, qui fournissent des conseils, un soutien et une aide scolaires, ainsi qu'un lieu où ils peuvent s'exprimer sur leurs difficultés, prendre confiance en eux et améliorer leurs résultats, souvent dans la perspective de l'examen crucial de fin d'études qui a lieu en huitième année, une étape capitale pour l'entrée au lycée ou dans l'enseignement professionnel. Le Fonds pour l'éducation des Roms est une organisation qui œuvre pour changer la vie de quelque 5 000 enfants ou jeunes roms en Roumanie. Mais ils sont si nombreux à être dans le cas de Laurentiu et il reste tant à faire.

Eugen Crai est Directeur de pays du Fonds pour l'éducation des Roms, à Bucarest, en Roumanie. Diplômé en droit de l'Université de McGill, au Canada, il est spécialisé dans le droit relatif aux droits de l'homme, de la législation contre la discrimination et des politiques d'éducation et de plaidoyer en faveur des droits des minorités. Toute sa carrière professionnelle est centrée sur les communautés roms. Ces 14 dernières années, il a ainsi travaillé sur le programme phare de l'Union européenne pour l'amélioration de la situation des Roms en Roumanie et comme responsable de l'éducation et spécialiste des politiques sociales à UNICEF Roumanie.



## Des agents actifs et non des victimes passives

Les enfants ne sont aucunement responsables des hiérarchies, des classes ou des castes sociales. Ils naissent dans des sociétés profondément inégalitaires; tout au long de leur vie, ils sont confrontés à des perceptions, des conventions et des stéréotypes sociaux (dont ils peuvent parfois tirer parti). Il est par conséquent facile de ne voir en eux que des victimes de forces échappant à leur contrôle. Pourtant, si l'on prend en compte les motivations et les actions des enfants migrants, il apparaît clairement qu'ils peuvent également prendre leur destin en main.

La décision d'un adolescent de migrer ou de chercher un travail peut renforcer sa capacité à agir et constitue une tentative pour atteindre des objectifs ou affirmer son indépendance. Des études indiquent en effet que malgré tous les dangers et les difficultés auxquels les enfants doivent faire face, la plupart d'entre eux estiment que leur migration a été une expérience

positive, et ce, même si leurs expériences personnelles se sont révélées négatives. Beaucoup d'entre eux voient dans la migration une étape vers leur propre prise en charge matérielle et l'occasion d'accéder à un enseignement supérieur.

Le travail peut également avoir un impact sur le plan de l'autonomisation, surtout s'il leur permet de subvenir à leurs besoins essentiels. Si le travail des enfants est souvent prématuré et synonyme d'exploitation, de dangers et de mauvais traitements, il convient cependant de reconnaître, notamment dans le cas des enfants plus âgés, qu'un travail adapté peut constituer un facteur majeur de développement en renforçant leur amour-propre et en leur permettant d'acquérir des compétences et de lutter contre la pauvreté. La Convention relative aux droits de l'enfant reconnaît le droit des enfants à une autonomie croissante, conformément à l'évolution de leurs capacités.

Plus de la moitié des réfugiés recensés dans le monde vit dans des zones urbaines<sup>17</sup>. Si certains ont un statut officiel, nombreux sont ceux qui n'ont légalement pas le droit de s'installer dans des zones urbaines et qui peuvent ainsi se voir interdire l'accès aux services. Les femmes et les enfants de ces réfugiés et demandeurs d'asile urbains risquent d'être victimes de harcèlement, d'exploitation, de la traite d'êtres humains et de violence sexiste<sup>18</sup>. Les enfants et adolescents réfugiés ou demandeurs d'asile, notamment ceux qui ne sont pas accompagnés par des

adultes, sont particulièrement vulnérables pendant la phase de réinstallation<sup>19</sup>. Les enfants nés de parents migrants peuvent devenir apatrides et être privés des droits de citoyenneté. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays peuvent se retrouver sans ressources économiques et apparaître en compétition avec les populations urbaines pauvres pour l'accès aux services sociaux. Pour les communautés d'accueil, les gouvernements nationaux et la communauté internationale, il est, dans ces conditions, particulièrement difficile de mettre en place une réponse efficace.

Les migrations vers les villes ont un impact sur les enfants, même lorsque ces derniers n'y prennent pas directement part. Une grande partie d'entre eux sont laissés au pays et confiés à un parent, de la famille ou à des membres de la communauté, comme c'était le cas de 55 millions d'enfants en Chine en 2008. Cet abandon peut avoir des répercussions très négatives sur le plan physique, éducatif et psychosocial<sup>20</sup>. Cette détresse n'a pourtant rien d'une fatalité. Une étude de 1998 sur les enfants de migrants philippins en âge d'aller à l'école primaire montre qu'avec une prise en charge suffisante de la famille élargie, la migration des parents ne nuit pas nécessairement au développement de l'enfant, notamment lorsque certaines formes de soutien, comme des formations en puériculture ou des services de conseil sont disponibles<sup>21</sup>.



Petite fille de six ans non accompagnée, dans la ville de Loguatu, dans le district de Nimba, Libéria), où elle est actuellement accueillie par une famille. Elle s'est enfuie de chez elle en Côte d'Ivoire, après les violences survenues lors de l'élection présidentielle de 2010.

© UNICEF/NYHQ2011-0015/Frederic Sautereau

# DES STRATÉGIES UTILES DANS LES SITUATIONS D'URGENCE URBAINES

Si tous les enfants sont vulnérables dans les situations d'urgence, certaines réalités exposent ceux qui vivent dans les zones urbaines défavorisées à des risques particuliers.

Dans un premier temps, les épidémies se propagent plus rapidement dans les lieux surpeuplés où les services de santé et les infrastructures d'assainissement font défaut. Dans un second temps, les actes violents commis par les groupes armés, les gangs, les organisations criminelles, les rebelles ou les forces gouvernementales engendrent de l'instabilité et de l'insécurité. Ce sont les enfants et les femmes, également exposés aux violences sexistes, qui en souffrent le plus. Dans un troisième temps, les conflits ou les catastrophes naturelles survenant dans les zones rurales peuvent entraîner un afflux massif de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays vers les zones urbaines, avec un grand nombre d'individus cherchant refuge non pas dans les camps, mais dans des communautés d'accueil dont les infrastructures et les services sont déjà insuffisants. Soumis à une tension extrême, les familles d'accueil et les déplacés sont alors plus vulnérables aux épidémies et aux violences urbaines. Enfin, dans un quatrième temps, les conditions de dénuement préexistantes (habitat inadapté, accès limité à l'eau propre, à l'assainissement, à l'éducation et aux soins de santé) impliquent la nécessité de créer des systèmes de prestation avant que l'aide humanitaire ne puisse atteindre ces individus.

Lorsque des situations d'urgence surviennent dans des zones urbaines marginalisées, les organismes nationaux et internationaux sont confrontés à des menaces pour la santé, la sécurité et le bien-être des enfants. Mais les réponses innovantes testées à Port-au-Prince, en

Haïti, à Nairobi, au Kenya, et à Manille, aux Philippines, ont fait leurs preuves et pourraient être appliquées ailleurs. Les informations sur les communautés vivant dans les bidonvilles sont souvent inappropriées, périmées ou inexistantes, ce qui permet difficilement de localiser les plus vulnérables et ceux qui présentent les plus grands besoins. Il existe pourtant des solutions. À Nairobi, les communautés pauvres détectent les familles à risque et transmettent ces informations aux organismes humanitaires afin que ceux-ci puissent détecter les personnes les plus susceptibles de nécessiter une aide d'urgence.

À Nairobi et à Manille, des systèmes de transfert en espèces ont permis aux bénéficiaires de retrouver une certaine sécurité alimentaire et de recommencer à gagner leur vie. Des comités institués au niveau des communautés ont identifié les plus vulnérables, des organismes ont vérifié ces informations puis des cartes SIM ont été distribuées, permettant aux bénéficiaires d'obtenir de l'argent via leurs téléphones portables.

Toujours à Manille, un système de surveillance et d'alerte avancée mis en place en mai 2010 prévoit la formation des agents de santé afin qu'ils signalent l'incidence de maladies en envoyant des SMS à des plateformes informatiques.

L'identification des bénéficiaires peut s'avérer plus difficile dans les villes où riches et pauvres vivent côte à côte que dans celles où les plus pauvres sont rassemblés dans de grandes zones d'habitation distinctes. Certains groupes, par exemples les immigrés sans papiers, ne souhaitent pas toujours être recensés par crainte que cela n'entraîne des actes de violence politique, des arrestations ou des expulsions. Un ciblage général peut lever ces contraintes,

mais ce dispositif est uniquement susceptible de fonctionner juste après l'éclatement de la crise, lorsque toute la population affectée a besoin d'aide. Les informations, les services et la protection fournis par les centres communautaires de jour peuvent également se montrer utiles.

La pénurie d'eau et d'infrastructures d'assainissement constitue un immense défi dans les environnements urbains pauvres, à plus forte raison lorsqu'une catastrophe fait affluer un grand nombre de personnes dans ces zones. La soudaine multiplication des utilisateurs peut entraîner une contamination de l'eau potable. Des systèmes de toilettes hygiéniques avec des réservoirs pouvant être vidés dans des points d'élimination spécifiques sont en cours d'installation dans les bidonvilles de Nairobi. Le « peepoo bag », un sac d'aisance biodégradable, est une autre innovation. Utilisable comme compost dans les jardins, il ne surcharge pas davantage les infrastructures locales d'évacuation des eaux usées. À Manille, des toilettes surélevées ont été construites afin de résister aux inondations. Dans tous ces cas, la clé de la réussite a été l'implication de la communauté dans la conception et la mise en œuvre des initiatives.

À Port-au-Prince après le tremblement de terre de 2010, ainsi que dans d'autres endroits, des « espaces amis des enfants » ont été créés afin de répondre aux besoins psychologiques et sociaux des enfants et de les protéger du risque accru de violence, d'abus sexuel et d'exploitation qui accompagne les situations d'urgence. Les victimes de violence sexuelle ont fait l'objet d'une attention particulière.

Source : Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF.

## Chocs économiques

Les effets de la crise économique qui a ébranlé les capitales financières des pays à haut revenu en 2007 continuent de se faire sentir dans le monde entier avec un fort taux de chômage, une détérioration des conditions de travail, une réduction des revenus réels et des prix élevés et difficiles à prévoir dans les secteurs de l'alimentation et des carburants.

Par rapport à la situation d'avant la crise, le monde comptait 30 millions de chômeurs en plus fin 2010 et leur nombre a continué de croître en 2011<sup>22</sup>. Les actifs de 15 à 24 ans, dont le taux de chômage est passé de 11,8 pour cent en 2007 à 12,6 pour cent en 2010, sont touchés de manière disproportionnée<sup>23</sup>. Des études portant sur les précédentes crises économiques suggèrent que cette génération de jeunes pourrait se laisser gagner par l'indifférence et la désillusion, ce qui aurait des répercussions à long terme sur leur bien-être personnel et collectif<sup>24</sup>.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres sur le chômage des jeunes dans les villes, les données disponibles dépeignent une situation inquiétante. Les jeunes qui vivent dans les zones urbaines de Sierra Leone sont plus susceptibles d'être touchés par le chômage que les adultes qui vivent dans ces mêmes zones ou les jeunes qui vivent à la

campagne<sup>25</sup>. Dans les pays à faible revenu, les statistiques sur le chômage des jeunes sont souvent peu solides, en partie car un grand nombre de ces jeunes travaillent en dehors du secteur formel. Il existe toutefois des indices montrant que la crise a gagné les rangs des « pauvres qui travaillent » (catégorie dans laquelle les jeunes sont surreprésentés<sup>26</sup>) et freiné les progrès en matière de réduction de la pauvreté, d'éducation et de santé<sup>27</sup>.

Dans les cas extrêmes, un chômage persistant peut contribuer à créer des troubles civils. Les zones urbaines ont tendance à focaliser ce type d'agitation car la forte concentration de population permet de mobiliser plus facilement un grand nombre de personnes. Les troubles civils potentiels ou effectifs sont un sujet de préoccupation dans beaucoup de villes d'Afrique de l'Ouest, où une très forte proportion de jeunes quittent actuellement les campagnes pour venir en ville<sup>28</sup> alors que la croissance des emplois est insuffisante pour absorber cet afflux<sup>29</sup>.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les jeunes frustrés par l'absence d'opportunités économiques ont représenté une part importante des manifestants impliqués dans la vague de protestation qui a traversé la région au printemps 2011, suite au suicide par immolation d'un jeune diplômé tunisien en décembre 2010.



© UNICEF/NYHQ2009-1449/Peter Wurzel

Des habitants de Manille, aux Philippines, se retrouvent dans la boue et les eaux stagnantes après les inondations causées par la tempête tropicale Ketsana.

# FEMMES, ENFANTS, CATASTROPHES ET RÉSILIENCE

Les Philippines sont l'un des 12 pays du monde les plus vulnérables aux catastrophes et au changement climatique. Entre 1980 et 2009, quelque 33 000 personnes ont perdu la vie et 109 millions ont été touchées par des catastrophes naturelles. La vulnérabilité de cette nation vient du fait que 60 pour cent de ses 1 500 municipalités et 120 villes sont situées sur le littoral. Beaucoup d'entre elles, à l'image de l'agglomération de Manille et ses 11 millions d'habitants, sont en partie situées sous le niveau de la mer. La météo devenant de plus en plus difficile et imprévisible, les catastrophes pèsent lourd sur l'avenir du pays.

Au petit matin du 26 septembre 2009, la tempête tropicale Ketsana, appelée là-bas Ondoy, a touché Manille et entraîné les inondations les plus graves depuis 50 ans. Elle a été suivie une semaine plus tard par le typhon Parma, connu là-bas sous le nom de Pepeng. D'après les estimations, environ 220 000 familles des quartiers urbains les plus pauvres ont été particulièrement touchées; elles vivaient dans de fragiles abris au bord de l'eau et dans des zones basses. Ces familles ont l'habitude des typhons. Dès les premiers signaux d'alerte, elles hissent leurs objets domestiques sur les toits et confient leurs enfants à des parents ou amis habitant dans des zones plus élevées. Mais Ondoy a pris tout le monde de court.

Selon une évaluation des besoins réalisée après ces deux catastrophes, Ondoy et Pepeng ont directement touché quelque 9,3 millions de personnes. Près de 1 000 décès ont été enregistrés. On ne sait pas combien de femmes ni d'enfants sont morts ou ont été blessés car les données n'ont pas été ventilées par âge ni par sexe. Toutefois, une équipe spéciale de terrain

chargée de rechercher les enfants portés disparus ou non accompagnés à Manille et ses environs a recensé 47 décès d'enfants et 257 enfants de 6 à 18 ans séparés de leurs familles, disparus ou nécessitant une aide. Plusieurs enfants se sont noyés. D'autres ont succombé à la faim, à la diarrhée, à la dengue ou à des maladies respiratoires.

Les jeunes ont fait preuve de résilience et de créativité. Si leurs téléphones portables étaient intacts, des réseaux de SMS permettaient de localiser les voisins isolés et de guider les secouristes. Confectionnant des bateaux de fortune à partir de n'importe quel objet flottant, par exemple un réfrigérateur sans porte, ils ont transporté les gens en lieu sûr. Ils ont aidé à évacuer les tas de boue et ont déblayé les débris accumulés en les vendant parfois sous forme de ferraille. Beaucoup d'entre eux ont dû quitter l'école pour travailler afin d'aider leurs familles.

L'interruption des revenus des ménages dans une population déjà pauvre a sérieusement affecté la santé et le bien-être des enfants. En difficulté avant même l'inondation, les parents ont dû réduire les portions alimentaires et répartir le peu qu'ils avaient sur plusieurs repas. Les femmes les plus aisées ont partagé leur nourriture avec les moins favorisés et ont proposé de garder les enfants pendant que les mères cherchaient du travail, de l'argent ou des biens de première nécessité. Les mères ont décrit des scènes déchirantes, leurs enfants s'agrippant désespérément à elles dès qu'elles tentaient de quitter la maison plusieurs mois après la catastrophe.

Les femmes ont montré de solides capacités à prendre les choses en charge, particulièrement lors des phases de

relèvement et de reconstruction. En aidant les autres avec ferveur, en organisant des actions communautaires, en trouvant des moyens de gagner leur vie et en exigeant que les autorités locales améliorent les programmes de gestion des catastrophes, elles ont progressivement ramené la population à sa vie d'avant Ondoy. Elles se sont associées aux hommes pour manifester et résister aux tentatives de les déplacer vers des lieux éloignés, expliquant que les moyens de subsistance y étaient rares et que leurs enfants allaient mourir de faim.

En 2011, une nouvelle législation a été adoptée pour se préparer aux futurs désastres liés au changement climatique. Les programmes de gestion des catastrophes ont été renforcés. Ainsi, lorsque le typhon Falcon a entraîné des inondations comparables dans l'agglomération, la ville de Marikina City a ordonné l'évacuation et organisé les secours et l'assistance en temps voulu. La ville de Muntinlupa a récolté les bénéfices de son interdiction des sacs en plastique. La propreté de ses voies d'eau a facilité l'écoulement.

Les avantages complets de ces initiatives arriveront trop tard pour les enfants perdus ou traumatisés par Ondoy. Mais l'amélioration des données des communautés sur l'identité et le lieu d'habitation des enfants, associée à la formation des fonctionnaires locaux et des membres des communautés à une distribution plus efficace de l'aide et à une reconstruction fondée sur les points forts de la communauté offrent un espoir à la prochaine génération.

#### Mary Racelis

Chercheuse à l'Institute of Philippine Culture et professeur au sein du département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Ateneo de Manila, Manille, Philippines



Dans cette région, le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes les plus instruits, particulièrement dans les milieux urbains. Pour eux, l'offre d'emplois qualifiés ne correspond tout simplement pas à la demande. L'inverse se produit dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où ce sont les moins éduqués qui sont le plus durement frappés par le chômage<sup>30</sup>.

En outre, les plus pauvres sont particulièrement vulnérables aux hausses des prix de la nourriture et du carburant car ils consacrent déjà 50 à 80 pour cent de leur budget à l'alimentation, ce qui laisse peu de place aux médicaments, à l'éducation, aux transports ou au combustible de cuisson. Ces familles peuvent difficilement se permettre de dépenser plus. Pourtant, le déclin des revenus, la réduction des dépenses publiques et la baisse des envois de fonds de la part de leurs parents travaillant à l'étranger limitent encore plus leur pouvoir d'achat<sup>31</sup>. Les gouvernements ont l'obligation de protéger les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables des effets néfastes des crises économiques.

## Violence et criminalité

La criminalité et la violence touchent des centaines de millions d'enfants vivant dans les milieux urbains.



Ces frères de 3 à 9 ans se tiennent au milieu des ruines de leur maison incendiée, où ils continuent à vivre avec leurs parents après les violences ethniques qui ont ravagé la ville de Jalalabad au Kirghizistan, juin 2010.

© UNICEF/NHQ2010-1241/Ciff Voibe

Certains en sont la cible tandis que d'autres participent ou assistent à des actes tels que des agressions, des conflits communautaires ou des meurtres.

Outre les préjudices directs évidents qu'ils engendrent, la criminalité et la violence peuvent amoindrir la confiance des enfants dans les adultes et l'ordre social. Une exposition chronique à ces phénomènes peut entraver le développement des enfants et a été associée à de mauvais résultats scolaires et une hausse des abandons d'études, à l'anxiété, à la dépression, à l'agressivité et à des problèmes de maîtrise de soi<sup>32</sup>.

## Les conflits armés et les enfants dans les zones urbaines

Depuis la publication en 1996 de *Impact des conflits armés sur les enfants*, le rapport sans précédent de Graça Machel, la communauté internationale focalise de plus en plus son attention sur ce grave problème. Des millions d'enfants ont été tués, blessés, rendus orphelins ou séparés de leurs familles. Des millions d'autres ont été privés d'école en Iraq, au Pakistan et dans d'autres pays en proie à un conflit armé. Le dénuement s'avère souvent pire dans les villes. Ainsi, au Tadjikistan, des chercheurs ont constaté que les taux de scolarisation à l'école primaire sont restés plus faibles dans les zones urbaines qu'à la campagne pendant plusieurs années après le conflit de 1992-1998.

Bien qu'un conflit armé soit différent de la violence quotidienne exercée par les gangs et les activités criminelles organisées, les deux phénomènes se recoupent de plus en plus. Pour s'assurer des ressources, des groupes armés peuvent prendre part à des réseaux criminels de trafic, comme c'est le cas avec le commerce de la drogue en Colombie et en Afghanistan, et avec le trafic de minéraux rares en République démocratique

du Congo. Les gangs urbains, composés pour la plupart de jeunes hommes, peuvent se transformer en milices, comme ce fut le cas avec les West Side Boys qui étaient stratégiquement employés par les combattants de la guerre civile de 1991-2002 en Sierra Leone.

Si les conflits armés ne se limitent pas aux zones urbaines, il est évident qu'une attaque sur un quartier urbain densément peuplé (qu'elle soit menée par des forces gouvernementales, des milices rebelles ou des terroristes) maximise le nombre de victimes, y compris parmi les enfants. Dans certaines situations, les civils sont volontairement visés afin d'augmenter l'impact politique, par exemple lorsque des engins explosifs sont déclenchés dans des zones très actives des villes telles que les marchés. Dans d'autres circonstances, les combattants argumentent que des objectifs de guerre plus larges justifient le prix payé par les civils en termes de blessures ou de vies perdues. Quoi qu'il en soit, toutes les attaques dirigées contre des civils, et particulièrement contre des enfants, constituent des violations du droit international relatif aux droits de l'homme.



# EXPRIMONS-NOUS !

Section jeunesse du mouvement ATD  
Quart Monde, New York

Les habitants du monde entier entendent parler de New York, regardent des films qui s'y déroulent et la voient sur des cartes postales. Ils reconnaissent sa silhouette et ses constructions (l'Empire State Building, la statue de la Liberté ou le pont de Brooklyn) au premier coup d'œil. Mais New York ne se résume pas à ses lumières et à ses gratte-ciel. On y trouve aussi des rues, parcourues par des personnes et, lorsqu'on y vit, on s'aperçoit que New York est une ville comme les autres, remplie d'habitants qui luttent pour joindre les deux bouts.

Les quartiers où nous grandissons représentent un aspect plus rude de cette célèbre grande ville. Dans nos communautés surpeuplées et défavorisées, la pauvreté fait partie de notre vie. Les jeunes incitent leurs amis à quitter l'école et beaucoup d'entre eux finissent en prison ou meurent. Le visage de la pauvreté peut changer d'un lieu à un autre, mais la manière dont elle est ressentie est la même. Cela nous relie aux jeunes des autres villes.

Même si nous vivons dans différentes parties de la cité, nous avons tous participé à des projets de bibliothèques de rue. Il s'agit de bibliothèques d'extérieur installées sur des couvertures par des bénévoles qui apportent des livres et des œuvres d'art dans nos quartiers. Ces bibliothèques sont des lieux de paix où les jeunes et les enfants peuvent travailler ensemble et s'aider mutuellement. La violence étant très présente dans notre vie, ce sont des initiatives importantes. Nous avons dû fuir des barbecues en famille à cause de fusillades et certains de nos professeurs n'essaient même plus d'interrompre les bagarres en classe car ce sont des choses qui arrivent tout le temps.

Les gangs sont l'un des problèmes les plus graves qui touchent nos communautés. Leurs activités rejaillissent sur tout le quartier, provoquent des explosions de violence et des représailles dans nos parcs et affectent toutes nos décisions : nous devons même calculer l'heure et l'endroit où nous allons faire nos courses afin de limiter les risques de confrontation. Notre expérience nous a appris qu'une fois que vous êtes dans un gang, vous êtes fini. La seule issue est souvent la mort.

Tous les jeunes ressentent le besoin d'être respectés et acceptés, mais notre environnement surpeuplé et les changements permanents dans nos vies ne nous permettent pas toujours d'y parvenir. Les gangs offrent une protection et un certain pouvoir qui incitent fortement à les rejoindre. Il est vrai que nos compétences peuvent nous aider à gagner le respect des autres, mais dans les quartiers défavorisés, il est rare qu'on nous offre le soutien et les chances dont nous avons besoin pour développer nos compétences. Le fait que l'appartenance à un gang soit considéré comme la meilleure solution témoigne de la gravité des problèmes de nos quartiers.

La violence dans les communautés pauvres est préoccupante; elle crée un cycle qui maintient les individus dans la pauvreté. Cela étant, la pauvreté extrême est une forme de violence en soi car elle oblige les enfants et les familles à mobiliser une énergie considérable pour défendre leurs droits contre des menaces telles que l'expulsion et la gentrification, qui fait augmenter les loyers et force les familles les plus démunies à déménager souvent. Beaucoup d'entre nous ont ainsi dû s'adapter à des quartiers et des écoles totalement différents. Ces changements sont toujours difficiles et effrayants. Ils sont courants

en ville et peuvent s'avérer très dangereux pour nous. Lorsque quelqu'un arrive dans un nouveau quartier ou une nouvelle école, les autres veulent le tester. Si cette personne échoue, elle devient une cible. Les jeunes qui ne s'intègrent pas sont embêtés, harcelés et même agressés, comme notre camarade Crystal, 17 ans, qui a témoigné auprès d'un groupe d'experts des Nations Unies en 2011. Elle a été agressée par sept filles alors qu'elle se rendait à l'arrêt de bus car elle portait des vêtements de marque populaires dans l'école qu'elle venait de quitter, mais détestés dans sa nouvelle école.

Nous avons tous vécu des expériences de ce genre, mais nous avons appris à les gérer et à aller de l'avant.

Les jeunes comme nous ont un rôle à jouer. Même dans les quartiers difficiles, certaines familles solides et certaines personnes encourageantes ont une influence positive et nous pouvons rechercher ces exemples constructifs pour nous en inspirer. Ces personnes sont des modèles pour tous et nous voulons qu'on nous laisse une chance de changer et d'améliorer les communautés dans lesquelles nous sommes nés. Toutes les injustices que nous avons subies pour avoir grandi dans des quartiers défavorisés nous ont appris qu'il est indispensable d'initier un processus de changement afin de créer des lieux où toutes les familles soient traitées avec respect et dignité.

Parler de nos vies fait partie de ce processus. Ceux qui n'ont jamais vécu ce que nous décrivons ne peuvent pas en parler à notre place. En parlant de nous et de nos expériences, nous exerçons notre liberté d'expression et c'est déjà une étape positive.

Cet essai a été rédigé par Crystal Dantzer (17 ans), Najayah Foote (13 ans), Tatyana Foote (13 ans), Jammie Hatcher (11 ans), Brianna Jeanniton (15 ans), Jadora Lindsey (18 ans), Malcom Smith (14 ans), Shakora Townsend (15 ans) et les jeunes du mouvement All Together in Dignity (ATD) Quart Monde, New York.



Un garçon pousse un chariot dans la ville inondée d'Hyderabad, province du Sindh, au Pakistan.

Les causes de la violence qui touche les enfants dans les zones urbaines sont nombreuses et complexes, mais parmi les principales il y a la pauvreté et l'inégalité. Dans les pays à faible revenu, mais aussi dans ceux à revenu élevé dont les gouvernements pratiquent une certaine austérité sociale, beaucoup de villes possèdent des services publics et des infrastructures communautaires (écoles, espaces de loisirs, etc.) insuffisants. La criminalité et la violence y sont souvent élevées. Le fait d'être privé d'une chose à laquelle on pense avoir droit génère un sentiment d'exclusion et peut entraîner frustration et violence. Une étude portant sur 24 des 50 pays les plus riches du monde a confirmé que les sociétés les plus inégalitaires sont plus susceptibles de subir des difficultés liées à ce type de privation relative, avec de forts taux de criminalité, de violence et d'emprisonnement<sup>33</sup>. L'incarcération est un problème en soi car la violence règne dans beaucoup de prisons et de centres de détention.

On sait que dans de nombreuses régions du monde, des gangs urbains composés exclusivement ou en partie de jeunes commettent des crimes tels que l'extorsion, le larcin, la vente ou le trafic de drogue, le vol à main armée, le braquage de voitures ou le meurtre.

En moyenne, les enfants intègrent les gangs autour de 13 ans mais on note que cet âge a tendance à s'abaisser<sup>34</sup>.

Dans les environnements urbains marginalisés, les gangs peuvent donner aux enfants un sentiment d'identité, d'appartenance et de protection, mais aussi des gratifications financières. Les enfants issus de milieux pauvres, qui grandissent souvent avec peu de perspectives d'échapper au chômage, peuvent n'entrevoir que de faibles possibilités d'assurer leur propre avenir ou d'aider leur famille. Ils abandonnent l'école, déçus par l'incapacité de cette institution à améliorer leur situation. Dans les zones urbaines où l'État ne parvient pas à fournir des infrastructures essentielles telles qu'une eau salubre, l'électricité ou le gaz, des soins de santé, des logements, des dispositifs éducatifs ou une protection juridique, les gangs en profitent parfois pour combler le vide<sup>35</sup>.

Bien qu'il soit difficile de mesurer l'impact des approches institutionnelles visant spécifiquement à réduire la violence, des programmes de police de proximité (qui impliquent la communauté et prévoient une formation spéciale pour les policiers) ont fait leurs preuves dans des zones urbaines du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica et du Guatemala<sup>36</sup>.

Les stratégies de prévention de la violence qui fonctionnent incluent tous les niveaux de la communauté et établissent la confiance entre ces différents acteurs en créant des liens entre les enfants, les adultes, les écoles, les



institutions, la société civile et le gouvernement local et national<sup>37</sup>. La protection idéale, bien qu'inaccessible pour de nombreux enfants, est une cellule familiale stable avec des attaches solides entre parents et enfants et des formes non violentes de discipline. Les environnements de ce type contribuent à isoler les enfants d'une réalité urbaine brutale et leur permettent de mieux surmonter leur souffrance psychologique s'ils subissent des violences<sup>38</sup>.

## Les risques de catastrophe

Pour des millions d'enfants, l'exposition à des risques tels que des cyclones, des inondations, des coulées de boue et des tremblements de terre complique et intensifie encore la pauvreté urbaine. Associés à une extrême vulnérabilité, ces dangers peuvent se muer en catastrophes. Si les événements de grande échelle ont une ampleur suffisante pour être considérés comme des catastrophes, d'autres, beaucoup plus nombreux et affectant un nombre bien plus important d'enfants et de familles, sont trop petits ou d'évolution trop lente pour répondre aux critères officiels d'une « catastrophe »<sup>39</sup>. Ils suffisent malgré tout à bouleverser la vie des gens, apportant des pluies intenses qui inondent les maisons et détruisent les biens, des sécheresses prolongées qui épuisent les réserves d'eau déjà fluctuantes ou des vagues de chaleur qui transforment les habitations mal ventilées en véritables fours.

Depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le nombre de catastrophes enregistrées a été multiplié par dix, la majorité de ces événements étant d'ordre climatique<sup>40</sup>. Même les modèles conservateurs prévoient une météo plus contrastée (avec des chutes de pluies plus importantes, des tempêtes plus fortes et des vagues de chaleur plus intenses), augmentant ainsi le poids des catastrophes<sup>41</sup>. Les villes situées sur des emplacements vulnérables et présentant des concentrations de plus en plus fortes de personnes et d'entreprises peuvent ainsi devenir particulièrement dangereuses. Proximité de zones résidentielles et industrielles, manque d'espace pour procéder à des évacuations, écoulements insuffisants, potentiel de propagation rapide des maladies transmissibles dû à la forte densité de population : tous ces facteurs peuvent intensifier le risque de catastrophe<sup>42</sup>.

Confrontés à une catastrophe, les enfants sont généralement les plus exposés aux blessures et à la mort. Au cours des dernières décennies, plus des trois quarts des victimes de ces événements ont été des enfants d'Afrique subsaharienne ou d'Asie du Sud<sup>43</sup>. Les sécheresses, les

inondations et les conditions post-catastrophe augmentent, entre autres, le risque de maladies liées à des problèmes d'assainissement et d'abandon scolaire, particulièrement dans les zones urbaines congestionnées et chez les enfants en bas âge. Avec la hausse des températures, les zones endémiques du paludisme, de la dengue et d'autres maladies à vecteur s'étendent, gagnant par exemple les hautes terres d'Afrique de l'Est<sup>44</sup>. Les enfants, comme les personnes âgées, sont également plus susceptibles de souffrir des effets du stress thermique, particulièrement dans les « îlots de chaleur » urbains. Une étude menée en 2003 à Sao Paulo a montré qu'au-dessus de 20 °C, une élévation d'un degré de la température augmente de 2,6 pour cent la mortalité chez les enfants de moins de 15 ans<sup>45</sup>.

Les catastrophes affectent particulièrement les citoyens défavorisés en raison du lieu où ils vivent, mais aussi parce qu'ils ne bénéficient pas des services et des équipements adaptés pour se préparer à des événements extrêmes ou s'en relever. Les populations urbaines les plus pauvres et leurs enfants s'installent là où ils trouvent de la place ou un loyer abordable avec du travail à proximité, c'est-à-dire souvent dans des taudis bondés ou des implantations sauvages installées dans des plaines inondables, sur des pentes escarpées, sous des ponts ou près de rejets industriels. Les enfants qui vivent dans ces lieux sont exposés à de grands risques car ces populations ont rarement accès aux informations ou aux infrastructures de protection (collecteurs d'eaux pluviales, systèmes d'égouts, remparts maritimes ou routes revêtues) qui peuvent les aider à faire face aux événements extrêmes. Les maisons sont souvent construites dans des matériaux légers qui ne résistent pas aux vents forts, aux coulées de boue, aux torrents d'eau ou aux tremblements de terre.



Un garçon regarde un caniveau jonché de déchets dans la banlieue de Luanda, en Angola. La région manque d'eau courante, d'infrastructures d'assainissement de base et de logements adaptés. Ce caniveau déborde à la saison des pluies.

© UNICEF/NYHQ2011-0140/Graeme Williams





# LES DÉFIS DU PACIFIQUE

Tuiloma Neroni Slade, secrétaire général  
du Forum des îles du Pacifique

La région du Pacifique est un endroit du monde où la croissance de la population et l'urbanisation sont le plus aggravées par la vulnérabilité au changement climatique et le risque de catastrophe. Cette convergence de problèmes est au cœur du Plan Pacifique, la grande stratégie de développement régional adoptée en 2005 par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique afin de promouvoir la croissance économique, le développement durable, la bonne gouvernance et la sécurité. Alors que de plus en plus d'habitants des îles du Pacifique migrent vers les villes, la longue tradition locale d'« abondance de richesses » dans les campagnes décline et les sociétés doivent affronter les nouveaux aspects de la pauvreté urbaine, notamment la sous-nutrition, le chômage des jeunes et la criminalité.

Près d'un quart des habitants des îles du Pacifique vivent dans des centres urbains (contre seulement 8,5 pour cent en 1950) et les populations urbaines sont déjà majoritaires dans la moitié des pays de la région. Si le Vanuatu et les Îles Salomon restent principalement ruraux (à 74 pour cent et 81 pour cent respectivement), les taux de croissance de leurs villes sont parmi les plus élevés au monde. À Fidji, l'urbanisation a été accentuée par la fin des baux fonciers dans certaines régions rurales, qui a poussé les locataires à chercher du travail et un logement en ville. La migration, que ce soit des campagnes vers les villes ou à l'échelle internationale, a entraîné une chute des populations stables qui vivaient dans certaines parties de la Polynésie. La rapidité de la croissance urbaine est particulièrement importante au vu de la géographie des pays qui composent les îles du Pacifique. Par exemple, l'atoll de Tarawa, dans l'État insulaire des Kiribati, compte certaines des îles les plus peuplées

au monde, avec une densité atteignant 7 000 personnes par kilomètre carré dans certaines zones.

Si l'urbanisation touche tous les membres de nos communautés, il est clair que ses multiples conséquences sociales, environnementales et économiques affectent considérablement la vie des enfants et des jeunes. Une étude récente menée par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et le Centre du PNUD pour le Pacifique, *Urban Youth in the Pacific: Increasing resilience and reducing risk for involvement in crime and violence*, a recensé de nombreux liens entre urbanisation et problèmes sociaux, avec un accent particulier sur l'exposition croissante des jeunes à la criminalité et à la violence. Une autre étude a montré qu'un tiers des enfants de Port Vila, au Vanuatu, vivent dans la pauvreté : un chiffre presque 20 pour cent plus élevé que la moyenne nationale.

Traditionnellement, la terre et la mer ont donné abri et subsistance à des générations d'habitants des îles. Les liens entre les communautés urbaines et l'environnement sont plus ténus. Les habitants dépendent davantage des denrées qu'ils achètent dans les magasins et sont donc plus vulnérables aux fluctuations capricieuses de l'économie mondiale. Les enfants sont alors retirés des écoles, les familles limitent leur alimentation et les problèmes financiers entraînent une augmentation de la violence domestique et de la criminalité des jeunes.

Malgré ces inconvénients, les possibilités qu'offrent les villes attirent les jeunes plus qu'aucun autre groupe. Ils peuvent notamment s'y exprimer par les arts, se forger une nouvelle identité ou encore bénéficier d'un meilleur accès aux technologies, de plus grands réseaux sociaux et de nouvelles

formes de divertissement. Dans le même temps, l'association des taux élevés d'abandon scolaire et de chômage et de l'absence des structures traditionnelles stabilisantes d'appui social expose de nombreux jeunes aux influences néfastes.

Une gestion proactive des défis posés par l'urbanisation aura des répercussions importantes sur le bien-être des enfants et des jeunes, qui sont les principaux acteurs de la réussite future de nos communautés et du maintien de la viabilité de nos environnements. La situation nécessite une approche globale et équitable qui s'attaque en priorité aux problèmes critiques, notamment l'accès à une eau salubre, un logement et l'éducation. Il est également essentiel de mettre au point des stratégies d'atténuation des catastrophes et de préparation dans les zones à forte densité de population. Simultanément, une meilleure compréhension des facteurs d'attraction et de répulsion qui entraînent l'exode de la campagne vers les villes peut nous permettre de concevoir des politiques durables, ciblées et pratiques afin de mieux canaliser le potentiel de nos jeunes dans les secteurs formels et informels.

Les dirigeants du Pacifique doivent se mobiliser avec force pour faire face aux défis de l'urbanisation car si l'on ne traite pas ce qui constitue l'un des problèmes les plus urgents de notre époque, l'image du Pacifique comme une région de paix, d'harmonie, de sécurité et de prospérité économique, où chacun peut mener une vie libre et qui ait du sens, restera illusoire. C'est l'avenir de la prochaine génération qui est en jeu.

Tuiloma Neroni Slade est le secrétaire général du Forum des îles du Pacifique. Il a auparavant occupé de nombreux postes : juge à la Cour pénale internationale de La Haye, aux Pays-Bas, Ambassadeur/Représentant permanent des Samoa auprès des Nations Unies à New York et, simultanément, Ambassadeur aux États-Unis, Haut-Commissaire au Canada, Procureur général des Samoa et Conseiller juridique senior auprès du Secrétariat du Commonwealth à Londres.

En Haïti, on estime que le tremblement de terre de janvier 2010 a détruit 250 000 bâtiments résidentiels et 25 000 bâtiments publics et commerciaux, pour un bilan d'environ 250 000 morts<sup>46</sup>. Les causes sous-jacentes de ce désastre matériel et humain sont multiples. La déforestation massive a dégradé les sols et supprimé les moyens de subsistance des habitants des campagnes, qui ont été forcés de se déplacer vers les villes. Les codes de constructions urbaines étant inadaptés ou mal appliqués, peu de maisons ont été conçues pour résister aux tremblements de terre<sup>47</sup>. (Il reste encore à savoir si la population aurait eu les moyens de se conformer à des normes plus élevées.) Les bidonvilles de Port-au-Prince étaient surpeuplés et leurs systèmes d'assainissement, lorsqu'ils étaient présents, étaient précaires depuis longtemps. Tous ces facteurs combinés ont constitué un lit idéal pour la propagation des maladies après l'événement.

Dans les zones urbaines pauvres, les faiblesses du développement favorisent les catastrophes et inversement, les catastrophes annulent ou compromettent les progrès réalisés en matière de développement, aggravant la pauvreté et creusant encore le fossé social et sanitaire qui sépare les pauvres des riches<sup>48</sup>. Les désastres réguliers et de faible ampleur qui touchent de nombreuses zones d'habitation sont imputables à une carence de gouvernance, de planification et de gestion, et sont souvent le signe d'une vulnérabilité à des catastrophes beaucoup plus importantes.

Le mauvais état de santé et de nutrition des enfants peut augmenter le risque de catastrophe pour eux, les empêcher de se relever et les rendre plus vulnérables aux futures crises si les programmes d'intervention d'urgence ne tiennent pas compte de leur situation.

Les catastrophes peuvent faire voler en éclats l'environnement protecteur des enfants, essentiel à leur bien-être. Les familles restent parfois très longtemps dans des camps d'urgence et ces milieux dysfonctionnels peuvent devenir le seul foyer que les enfants connaissent pendant leurs années de formation.

Dans ce contexte, les jeunes filles sont notamment confrontées à des difficultés particulières. Le simple fait de se rendre dans des toilettes éloignées ou de tenter de se laver dans cette absence totale d'intimité peut les exposer au harcèlement ou à d'autres dangers. Il est fréquent que l'on signale des cas de violence sexiste dans les situations de post-urgence<sup>49</sup>.

Des initiatives visant à réduire le risque de catastrophe ont vu le jour ces dernières années.

Le Cadre d'action de Hyogo, adopté en 2005 par 168 gouvernements, a pour objectif d'améliorer la résilience des communautés et des pays. Par ailleurs, on reconnaît de plus en plus le rôle que jouent les enfants dans le renforcement de leur sécurité et de celle de leurs communautés. Aux Philippines, par exemple, des écoliers ont réalisé un film présentant les dangers auxquels leur communauté est confrontée et l'ont montré aux autorités locales. Suite à ce projet, un dialogue s'est instauré entre adultes et enfants, des arbres ont été plantés afin de réduire les risques de glissements de terrain et une école a été déplacée dans des locaux conçus pour minimiser la vulnérabilité aux inondations<sup>50</sup>.

Des études de cas réalisées aux Caraïbes montrent que les initiatives visant à réduire les risques locaux (en aidant par exemple les communautés à construire des escaliers d'urgence, des ponts, des canalisations d'évacuation et des allées le long des ravins) ont permis de renforcer la gouvernance locale et d'intégrer la réduction du risque de catastrophe dans le développement des villes<sup>51</sup>. En Thaïlande, le fait que les victimes d'une catastrophe aient pu prendre en charge les rénovations à l'aide de fonds communautaires partagés a permis de mieux exploiter les ressources, mais également d'améliorer l'organisation collective<sup>52</sup>.

De fait, les approches inclusives se montrent souvent d'une grande efficacité pour résoudre toutes sortes de difficultés. Le chapitre suivant contient des exemples issus du monde entier et couvrant tout l'éventail des problèmes urbains.



Le camp de Pinchinat, installé sur un terrain de football de la ville de Jacmel, a abrité quelque 5 000 enfants et adultes déplacés par le tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010.

© UNICEF/NYHQ2010-0764/Roger LeMoine